



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

Semaine du 04 juillet 2022

Régional

Les compagnies aériennes africaines enregistreraient des pertes de 4,1 Mds USD en 2022

Les compagnies aériennes africaines devraient enregistrer des pertes de 4,1 Mds USD cette année, soit 23,4 % des recettes de 2019, en raison du prix élevé du carburant qui érode les gains réalisés dans un secteur en pleine reprise. Selon l'Association des compagnies aériennes d'Afrique (AFRAA), la hausse du prix du kérosène et les autres dépenses liées au fonctionnement des compagnies pèseront sur les bénéfices. Les compagnies kenyanes, par exemple, ont dû revoir leurs tarifs à la hausse en raison de la forte augmentation du coût du carburant. Le coût du kérosène a augmenté de 48 % par rapport aux niveaux de janvier, ce qui exerce une pression sur les compagnies aériennes à un moment où la demande de vols est restée faible, l'industrie se remettant toujours des effets du Covid-19. En 2021, les compagnies aériennes africaines ont perdu 8 Mds USD de recettes cumulées en raison de l'impact de la pandémie, soit 49,8 % des recettes de 2019. Les pertes prévues pour cette année sont toutefois inférieures à celles enregistrées l'année dernière, ce qui indique que l'industrie de l'aviation se remet des pertes massives enregistrées au cours des deux dernières années lorsque Covid-19 a perturbé le secteur. La reprise du trafic passagers intra-africain a été estimée à 74 % en mai en raison de l'assouplissement des restrictions sanitaires dans plusieurs pays africains : au total, 27 États du continent, dont 6 de l'AEIO.

Le Congo et le Rwanda conviennent de réduire les tensions lors du sommet de Luanda

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Felix Tshisekedi, et son homologue rwandais, Paul Kagame, ont convenu, lors d'un sommet en Angola, de désamorcer les tensions entre les deux pays. Les tensions diplomatiques ont fortement augmenté entre les voisins depuis que le groupe rebelle M23 a lancé une offensive dans les régions frontalières orientales de la RDC à la fin du mois de mars. La RDC a accusé le Rwanda de soutenir ce groupe. Kigali le dément et, à son tour, a accusé Kinshasa de combattre aux côtés d'un autre groupe armé désireux de prendre le pouvoir à Kigali. Le président angolais Joao Lourenco a été désigné par l'Union africaine pour servir de médiateur dans les pourparlers et a accueilli un sommet tripartite dans la capitale angolaise, Luanda, mercredi. Il

a déclaré que l'accord comprenait une cessation immédiate des hostilités et le retrait des combattants du M23 de RDC. La RDCa a accepté une proposition de déploiement d'une force régionale Est-Africaine dans les régions concernées pour aider à contrôler la violence, à condition que le Rwanda n'y participe pas. Une commission Rwanda-RDC, se réunira à nouveau à Luanda le 12 juillet.

🍷 Burundi

Pas de brève cette semaine

🍷 Comores

Pas de brève cette semaine

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Nouvelle série de mesures dans le secteur minier

Le gouvernement éthiopien a mis en place une série de mesures dans le secteur minier pour lutter contre le commerce illicite et renforcer les recettes en devises. Le ministère des Mines a ainsi : (i) révoqué 972 licences minières pour « non-respect des conditions de leurs permis d'exploration et de production » et « implication dans le commerce illicite », (ii) rédigé un projet de loi qui vise à interdire aux gouvernements régionaux d'octroyer des licences d'exploitation

minière à petite échelle au niveau régional, et (iii) supprimé les taux d'exportation et les taux standards fixes pour les pierres précieuses (opale, saphir, émeraude) pour augmenter les recettes en devises et simplifier les chaînes d'approvisionnement. Enfin, la Banque centrale a encore augmenté son prix d'achat de l'or auprès des fournisseurs artisanaux à 35 % par rapport aux prix mondiaux de l'or pour encourager le commerce formel et générer plus de devises.

Hausse de 30 à 40 % du prix des carburants à la pompe

Dans le cadre du nouveau régime de prix des carburants (applicable jusqu'au 6 août), le prix à la pompe de l'essence a augmenté de près de 30 % pour atteindre 48,83 ETB (0,94 USD), et celui du diesel a augmenté de près de 40 % pour atteindre 49,02 ETB. Cette hausse est due à la suppression progressive des subventions du gouvernement qui vise à réduire ses dépenses et lutter contre le commerce illicite.

🍷 Kenya

Le trésor cherche à fixer le taux minimum de la TVA à 12 %

Le Trésor cherche à fixer le taux préférentiel minimum de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 12 %, ouvrant la voie à une augmentation des taxes sur des biens tels que le carburant et le gaz de cuisine si la proposition est adoptée. Selon le projet de loi « *National Tax Policy* » tous les biens devraient être taxés à 16 % et le taux préférentiel ne devrait pas être inférieur à 12 %. Cette

proposition intervient alors que le FMI conseille au pays à doubler la TVA sur tous les produits pétroliers (lorsque le prix du pétrole brut baissera) afin de réduire le déficit budgétaire et d'endiguer l'endettement public. Par ailleurs, le trésor estime que le fait de prélever une TVA inférieure de 8% sur des produits tels que le carburant crée un avantage indu par rapport à d'autres produits qui sont taxés à 16%. De même, la proposition souhaite que les lois fiscales soient revues tous les cinq ans afin de rendre le régime fiscal prévisible, ce qui, selon le trésor, fera du pays une destination attrayante pour les investissements. Actuellement, les impôts sont révisés chaque année par le biais du *Finance Act*, ce qui a suscité des protestations de la part du secteur privé en raison des changements fréquents. Selon le Trésor, les changements réguliers de la législation fiscale entraînent l'imprévisibilité et l'inefficacité de l'administration fiscale, ce qui crée des distorsions, imposant ainsi des coûts supplémentaires aux contribuables et à l'administration fiscale.

Un accord signé avec les EAU pour le développement et l'opération d'activités portuaires par *Dubai Ports World*

En mars 2022, le trésor a signé un accord préliminaire avec l'entreprise émiratie *Dubai Ports World (DP World)* pour le développement, la modernisation et l'opération de plusieurs pans d'activités portuaires au Kenya par l'entreprise ou une de ses filiales. L'accord porterait sur : i) la modernisation des quais 11 à 14 du port de Mombasa en un terminal moderne d'une capacité d'un million de containers (20-pieds) ; ii) l'opération des trois quais d'amarrage du port de Lamu ; iii) le développement de trois zones économiques spéciales à Lamu et Mombasa ; et iv) le développement d'une chaîne logistique du froid et d'un parc logistique à Naivasha et Kisumu, via un partenariat public-privé. La mise en œuvre de cet accord, qui reste à concrétiser au-delà des engagements de principe, dépendra de la prochaine administration, selon Ukur Yatani, le secrétaire de cabinet (CS) du Trésor

kenyan. Suite à la révélation de cet accord, il est devenu un sujet polémique de la campagne électorale Kenyane, William Ruto, candidat à l'élection présidentielle et leader de la coalition Kenya Kwanza, a dénoncé une « tentative clandestine de mise aux enchères des actifs du pays ».

Le transporteur suisse MSC obtient la concession du second terminal du port de Mombasa

La *Mediterranean Shipping Company (MSC)* devrait prendre en charge les opérations du deuxième terminal du port de Mombasa, via une prise de participation dans la *Kenya National Shipping Lines (KNLS)*, approuvée par la *Comesa Competition Commission (CCC)*, autorité de la concurrence de la Comesa. MSC contrôlerait ainsi, par le biais de sa filiale *Shipping Agencies Services (SAS)*, 47% de la KNLS, conjointement avec la *Kenya Port Authority* (53%). Indiquant toutefois que cette prise de participation pourrait réduire considérablement la concurrence, la CCC a exigé qu'un certain nombre de conditions soient respectées par KNLS : traitement indifférencié entre les compagnies de transport maritime, partage d'information limité avec MSC. Le second terminal, financé par l'Agence de Coopération Internationale Japonaise (JICA) pour un montant de 32 Mds KES (259,7 MUSD) et construit par l'entreprise japonaise *Toyo Construction Company*, comprend trois quais d'amarrage (20 à 22), dont deux finalisés en 2016 et opérés initialement par KPA, et un troisième sur le point d'entrer en service.

Le projet d'autoroute Nairobi-Mombasa relancé suite à la réalisation d'une étude de préféabilité

Le gouvernement kenyan semble relancer le projet de construction d'autoroute Nairobi-Mombasa dont les travaux devaient débuter en 2019 pour une mise en service en 2024. Faute d'accord entre les parties kenyanes et l'entreprise américaine *Bechtel*, initialement choisie pour la construction de l'infrastructure, le

projet était depuis au point mort. Une nouvelle étude de préfaisabilité de l'autoroute a été toutefois réalisée par la *Korean Overseas Infrastructure & Urban Development Corporation Africa (KIND)* - l'agence publique coréenne en charge de la promotion des partenariats publics-privés (PPP) - dédiée à l'analyse de la demande, des prévisions de trafic et du modèle économique. D'une distance de 482 kilomètres, l'autoroute reliera l'aéroport JKIA de Nairobi à Mombasa, en transformant l'actuelle chaussée à deux voies en une chaussée à quatre voies. Sur un modèle similaire à celui de l'*Expressway* de Nairobi, l'autoroute Nairobi-Mombasa sera a priori réalisée via un PPP. La mise en œuvre de ce projet permettrait de réduire considérablement le temps de trajet entre Nairobi et Mombasa, et, selon les estimations, pourrait générer près de 2570 emplois annuels pour l'opération et la maintenance.

🌐 Madagascar

Inauguration d'un démonstrateur d'assainissement végétalisé financé par un FASEP

L'Ambassadeur de France à Madagascar a inauguré le 7 juillet 2022, aux côtés du Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Fidiniavo Ravokatra un démonstrateur d'assainissement végétalisé dans la banlieue ouest de Tananarive, projet financé par la Direction Générale du Trésor via l'outil FASEP. Élaborée par *Artelia* et *Ecobird*, cette solution, fondée sur la nature, vise à apporter une solution tant écologique qu'économique pour assainir les eaux usées. Les premiers résultats de ce démonstrateur mis en service au mois de mars sont très positifs et font envisager de futures répliques à Madagascar ou dans d'autres géographies.

🌐 Maurice

Pas de brèves cette semaine

🌐 Ouganda

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Ouganda atteignent 1,07 Md USD

Le commerce entre l'Ouganda et la Chine a augmenté de 28,5 % pour atteindre 1,07 Md USD. L'augmentation du volume des échanges a principalement été enregistrée en 2021 malgré la pandémie de Covid-19. Selon Zhang Lizhong, ambassadeur de Chine en Ouganda, les contrats d'ingénierie nouvellement signés entre la Chine et l'Ouganda en 2021 s'élèveraient à 1,43 Md USD.

L'inflation s'établit à 6,8 % en juin contre 6,3 % en mai

D'après l'agence des statistiques (UBOS), l'inflation a entraîné une augmentation des prix des produits alimentaires et du carburant, respectivement, de 51% et 46%. Mme Mukami Kariuki, représentante de la Banque mondiale en Ouganda a demandé l'intervention du gouvernement pour contrôler les prix dans l'intérêt des personnes les plus vulnérables. Elle a par ailleurs indiqué que l'Ouganda est encore loin du statut de pays à revenus moyens, avec seulement 850 USD de revenu par habitant et une croissance de 3,7%.

🌐 Rwanda

Pas de brèves cette semaine

🌐 Seychelles

Pas de brèves cette semaine

❖ Somalie

La Somalie accorde des licences à deux banques étrangères pour la première fois depuis 1970

La Banque centrale somalienne (CBS) a accordé des licences à la banque égyptienne *Misr* et la banque turque *Ziraat Katli*, ce qui leur permettra d'opérer dans le pays. La prise de pouvoir par le Conseil révolutionnaire suprême (SRC) en 1969 avait entraîné en 1970 la nationalisation des banques étrangères alors présentes en Somalie, et aucune licence n'avait été accordée à des acteurs bancaires étrangers depuis. Les réformes engagées par la CBS depuis plusieurs années avaient permis la délivrance de licences pour 13 banques locales, dont *Salaam Somali Bank* et *Dahabshil Bank*. Le retour des banques étrangères dans le pays marque une nouvelle étape dans la structuration du secteur en Somalie et une volonté d'ouverture aux investissements internationaux.

❖ Soudan du Sud

La NRA fixe l'objectif de 6 Mds SSP de recettes mensuelles non pétrolières

La *National Revenue Authority (NRA)* s'est fixé l'objectif ambitieux de faire passer la collecte mensuelle des recettes non pétrolières de 1,5 Mds SSP (2,8 MEUR) à 6 Mds SSP (11,5 MEUR) entre 2022 et 2027. Patrick Mogoya, commissaire général de la NRA, a révélé qu'une fois le nouvel objectif atteint, la perception annuelle totale pourrait passer de 27 Mds SSP (51,8 MEUR) à environ 134 Mds SSP (257,1 MEUR) d'ici 2027.

L'ONU annonce un besoin de 400 MUSD pour répondre aux urgences humanitaires

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), plus du tiers de la population sud-soudanaise (8,9 M de personnes) aura besoin d'assistance humanitaire en 2022, principalement d'assistance alimentaire et sanitaire. L'OCHA rappelle également que le pays compte plus de 2 M de déplacés dans le pays. Les besoins de financements totaux s'élèveraient à 1,7 Md USD selon l'organisation, qui appelle dans un communiqué de presse publié le 4 juillet à la mobilisation de 400 MUSD pour répondre aux besoins humanitaires d'urgence.

❖ Soudan

Pas de brèves cette semaine

❖ Tanzanie

Signature d'un accord de construction pour la phase 4 du chemin de fer SGR de 165 km

Le directeur général de la *Tanzania Railway Corporation (TRC)*, Masanja Kadogosa, a déclaré que la Tanzanie avait signé un accord avec la société turque *Yapi Merkezi* pour construire la quatrième ligne ferroviaire du SGR. Cette ligne de 165 km coûterait 900,1 MUSD et construite et mise en exploitation en 42 mois, dont six mois d'essais. Lorsque ce nouveau tronçon sera achevé, il portera l'investissement total de la Tanzanie dans l'ensemble du projet de ligne ferroviaire moderne (cinq tronçons) à 7,17 Md USD. Le cinquième tronçon, qui s'étend sur 341 kilomètres, est développé par deux entreprises chinoises, *China Civil Engineering Construction Corporation* et *China Railway Construction Limited*, pour 1,32 Md USD. Le gouvernement de la présidente Samia Suluhu Hassan a fait pression pour achever les grands projets d'infrastructure de transport initiés par

son défunt prédécesseur John Magufuli, afin de structurer les corridors de transports terrestres et stimuler le commerce avec les pays voisins, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo.

Le gouvernement veut consacrer 400 000 hectares à la culture du blé d'ici 2025

Le ministre de l'Agriculture Hussein Bashe a déclaré jeudi 30 juin que le gouvernement visait à consacrer 400 000 hectares à la culture du blé d'ici 2025. Cet objectif devrait permettre d'augmenter la production de blé, qui tourne actuellement autour de 70 000 tonnes, un volume dérisoire compte tenu de la demande du marché intérieur. En effet, dans le pays où le blé est le quatrième aliment de base consommé, après le maïs, le manioc et le riz, les besoins s'élèvent actuellement à 1,2 million de tonnes par an, une situation qui alimente des importations massives. Si dans un tel contexte, un renforcement de l'offre locale par une augmentation des surfaces reste bénéfique, de nombreux observateurs soulignent que l'amélioration des rendements reste un point critique pour enregistrer des gains significatifs,

même si le pays dispose d'un immense potentiel en terres arables (43,5 millions hectares).



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international